

ment par une telle attitude unificatrice que l'on pourra réaliser l'ambition qui a permis à nos ancêtres de créer ce pays s'étendant d'un océan à l'autre, que l'on pourra réaliser l'ambition qui a permis à Laurier de dire que le vingtième siècle serait le siècle du Canada, que l'on pourra réaliser l'ambition qui faisait dire à Bennett qu'il partirait à la conquête des marchés du monde. Seule cette vision du Canada, seuls cet espoir, ces aspirations et ce rêve d'un grand Canada, seule la vision de John Diefenbaker peuvent faire de ce pays une nation vraiment unie.

[Français]

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier):** Monsieur le Président, vous voudrez bien transmettre mes sincères félicitations à M<sup>me</sup> Sauvé pour sa nomination au haut poste où elle a été nommée. Je suis d'autant plus fier que c'est vous qui êtes au fauteuil aujourd'hui, député de Glengarry-Prescott-Russell, parce que les questions dont je vais traiter aujourd'hui, vu le manque de temps, doivent se restreindre à deux sujets.

[Traduction]

Je serais ravi d'avoir l'occasion de réfuter certains des propos qu'a tenus le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn). Il semble, si j'ai bien compris, qu'il ne s'opposerait même pas à ce que les gens de Chicoutimi aient la télévision en anglais. Je ne vois vraiment pas où il veut en venir sauf que, s'il a bien dit qu'il n'y avait pas de francophones à Vancouver, je lui apprendrai qu'il y en a autant que d'anglophones dans la ville de Québec. Et voilà!

**Des voix:** Bravo!

**M. Gauthier:** L'autre déclaration qu'il a faite—un coup bas, selon moi—consistait à reprocher au co-motionnaire de l'Adresse d'avoir commenté la situation à Penetanguishene et de s'en être pris à M<sup>me</sup> Stephenson. En tant que Canadien, je voudrais qu'il se pose la question suivante: l'affaire de Penetanguishene est-elle une querelle locale ou est-ce la lutte d'un peuple pour sa survie? Ce qui est important, c'est que les Franco-Ontariens luttent pour obtenir une école à Penetanguishene, ce ne sont pas ses déclarations ou celles de M<sup>me</sup> Stephenson.

[Français]

Monsieur le Président, je pourrais utiliser presque entièrement les 20 minutes qui me sont alloués pour réfuter les remarques faites par mon collègue de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), mais j'y perdrais mon temps et probablement ma patience. Je voudrais d'abord, monsieur le Président, remercier mes commettants d'Ottawa-Vanier de m'avoir réélu pour un quatrième mandat en moins de sept ans.

Quatre élections dans sept ans, cela représente la participation de beaucoup de gens, mais j'ai accepté l'honneur de les représenter et je m'engage, comme je l'ai déjà fait, à les représenter de mon mieux et à essayer de représenter leurs vues à la Chambre objectivement et le plus correctement possible.

Si dans ce débat on entend parler du référendum québécois, c'est certainement parce que tous les députés de la Chambre, tous les Canadiens, sont préoccupés par ce processus référen-

taire, cette décision collective des Québécois, qui entraîne, qu'on le veuille ou non, un respect démocratique, l'autodétermination. Moi je suis de l'Ontario, mon pays, c'est le Canada; il y a deux langues officielles, le français et l'anglais. Ma province, comme je l'ai dit, c'est l'Ontario; il y a une langue officielle, l'anglais. Mes parents m'ont transmis une langue et une culture qui n'est pas celle de la majorité de la province où j'habite. Les quelque 500,000 Franco-Ontariens, comme moi et comme vous, monsieur le président, ont travaillé d'arrache-pied pour conserver leur héritage culturel et linguistique. Nous poursuivons ce rêve canadien, cet espoir d'un Canada renouvelé. Nous vivons continuellement un cauchemar, celui de l'assimilation. Des frustrations, et elles sont nombreuses, dont parlent mes cousins québécois, nous, de la minorité francophones hors Québec, les avons ressenties au centuple.

Combien plus facile il serait pour moi de défendre la thèse fédéraliste si les deux langues officielles de mon pays étaient également langues officielles de ma province. Mais ce n'est pas le cas. Si je suis fédéraliste, et je suis convaincu, comme d'ailleurs le million de Canadiens d'expression française vivant à l'extérieur du Québec, c'est parce que le gouvernement fédéral a été pour moi l'identité, presque la seule par moments, qui a su venir à ma rescousse, m'appuyer et m'apporter les services dont j'avais besoin pour survivre.

Tantôt le député de Mississauga-Sud a fait allusion au secrétaire d'État qui dispensait des sommes d'argent à l'appui de groupes. J'en suis. Les minorités francophones en profitent de ce fédéralisme, elles en profitent par l'appui financier qu'elles reçoivent du secrétaire d'État pour leurs projets socio-culturels. La loi sur les langues officielles du gouvernement fédéral m'a permis ici même, depuis près de 20 ans, de m'exprimer dans ma langue, ici, de me faire comprendre par mes collègues à la Chambre des communes. À l'extérieur, le Canada, le gouvernement canadien, accepte également de servir dans la langue française ou anglaise sa population canadienne. L'appui à l'éducation des minorités, en grande partie, a été donné et concédé parfois à cause du gouvernement fédéral qui a appuyé financièrement, par le truchement des octrois et des paiements formulaires l'éducation aux groupes minoritaires de langues officielles. Il est vrai de dire que les groupements minoritaires de langues officielles reçoivent un appui substantiel du gouvernement fédéral. Je pense que c'est normal que mon pays vienne m'aider, dans la province où j'habite, quand le besoin se fait sentir, si on croit et si on veut que le Canada existe comme entité différente de l'entité américaine ou autre.

Monsieur l'Orateur, c'est parfois en dépit des provinces que les minorités francophones ont survécu. Voilà pourquoi il est bon de le dire, et que n'eût été du gouvernement fédéral, probablement vous et moi, monsieur l'Orateur, serions assimilés. Mais nous avons fait des gains, on a acquis des choses et, en Ontario aujourd'hui, Dieu soit béni, on peut envoyer nos enfants à l'école française, au moins au niveau élémentaire.